

Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvain Pays d'Auge

Séance du 03/12/2024

Date de convocation : 19/11/2024

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 3 décembre 2024 à 17 heures 00 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvain Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL – P. BUCAILLE – JL. HIE - B. LETELLIER, suppléant de F. JOURDAN - G. LARCHER – JC. TOUTAIN - P. CAUCHE – S. HUNOST – R. LAFFAY - V. LEBOCÉY – MP. LEBLANC - C. VILLEY – M. CARON – R. LEGAY – H. MORIN – JN. JOUBERT - C. MESNIERES – P. LEGROS – P. MARMION – D. TREFOUEL - T. PARREY - JP. FAUVILLE – M. MORDANT – C. LABBE, suppléant d'A. VALENTIN – G. SEBIRE – JP. ELOU – C. VERKINDER - M. PARIS TOUQUET – P. TOUZE – F. DELABRIERE – M. DESCHAMPS - P. LEROUX – G. LAINEY - JC. TESTU – F. LESIMPLE – Gauthier DELAVAZE, suppléant de B. LAUNAY – D. BLONDEL, suppléant de D. DELABRIERE - J. ENOS – AL. DENIS, suppléante de M. LAUNAY – L. VERMEULEN – F. CHARTIER - J. DUCLOS – JC. BEAUCHE – JC. QUESNOT – E. LEROUX - S. DUVAL – J. HAMELET - J. DORLEANS - C. THILLAYE – AM. ROELENS - J. LESAULNIER – JF. DRUMARE – R. PEUFFIER – JP. CAPON – M. BREQUIGNY – MF. LARROQUELLE - V. CAREL – MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

C. JOUAS ayant donné pouvoir à M. BREQUIGNY

G. PARIS ayant donné pouvoir à M. PARIS TOUQUET

J. VAREA NAVARRO ayant donné pouvoir à MF. LARROQUELLE

Absents excusés : - F. JOURDAN – K. TILMANT – N. THURET - J. DUVAL – A. VALENTIN – I. SIMON - B. LAUNAY – D. DELABRIERE - M. LAUNAY – J. GARANCHER – C. LEFEBVRE – C. FAMERY - H. RICHARD - LECUYER

Délibération n° 2024/320

AFFAIRES GENERALES
Mise à jour des statuts

M. le Président explique aux délégués communautaires qu'il convient d'actualiser les statuts au regard de la mise en oeuvre de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, qui a introduit, par ajout de l'article L. 214- 1-3 au code de l'action social et des familles (CASF) la notion d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant, qui devient une compétence communale. Cet article prend effet au 1^{er} janvier 2025.

Dans la mesure où certains points listés à l'article L. 214- 1-3 du CASF sont déjà exercés par la

communauté de communes, il est utile de faire apparaître, dans les statuts, les compétences qui relèvent de la communauté de communes, le cas échéant, et ainsi ajouter les missions de l'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant.

M. le Président ajoute que les compétences définies comme "compétences optionnelles" avant la loi « engagement et proximité de décembre 2019 sont devenues après publication de cette loi des "compétences supplémentaires". Il convient donc d'actualiser l'article 5 des statuts pour la partie concernant ces compétences optionnelles. Il s'agit alors de reprendre la rédaction de l'article L. 5214-16 du CGCT, qui définit le contenu des compétences supplémentaires soumise à l'intérêt communautaire et parallèlement, de reprendre dans les délibérations fixant l'intérêt communautaire, les éléments qui figurent actuellement dans les statuts.

M. le Président termine en rappelant les dispositions fixées par l'ordonnance 2021-1310 et le décret 2021-1311 du 7 octobre 2021 concernant la publicité des actes et que dans la mesure où il convient d'appliquer les dispositions qui sont fixées par le CGCT, l'Article **1 – Compte - rendus des réunions du TITRE 2** n'est plus utile.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

- Décide de modifier les statuts ainsi qu'il suit :

TITRE 1

Article 5 – Objet de la Communauté de Communes :

Compétences optionnelles.

Les compétences intitulées « **compétences optionnelles** » deviennent « **compétences supplémentaires relevant du II de l'article L. 5214-16 du CGCT.**

La communauté de communes exerce, en lieu et place de ses communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire dont le contenu est défini par délibérations spécifiques, les compétences relevant des groupes suivants :

- **Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre des schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de l'énergie.**
- **Politique du logement et cadre de vie.**
- **Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire.**
- **Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.**
- **Action Sociale d'intérêt communautaire.**

TITRE 2

Suppression de l'Article 1 – Compte-rendus de réunions.

La nouvelle rédaction des statuts est annexée à la délibération.

- Demande aux maires de soumettre cette modification à leur conseil municipal dans un délai de 3 mois.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1^{er} Vice-Président E. E. LEROUX

